Document generated on 05/17/2025 11:32 a.m.

Anthropologie et Sociétés

Réactions locales à la crise économique : les villes américaines et la nouvelle division internationale du travail

Local Responses to Economic Crisis : U.S. Cities and the New International Division of Labor

Michael Peter Smith and Richard Tardanico

Volume 9, Number 2, 1985

Pouvoir local et crise économique

URI: https://id.erudit.org/iderudit/006263ar
DOI: https://doi.org/10.7202/006263ar

See table of contents

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)
1703-7921 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Smith, M. P. & Tardanico, R. (1985). Réactions locales à la crise économique : les villes américaines et la nouvelle division internationale du travail. *Anthropologie et Sociétés*, *9*(2), 7–23. https://doi.org/10.7202/006263ar

Article abstract

Local Responses to Economie Cris/s :

U.S. Cities and the New International Division of Labor

The article explores some major connections between the spatial reorganization of production engendered by the global economic crisis and several ongoing political, economic, and social processes in U.S. cities. The latter include the growth of the informal economy, the rise of new sweatshops, the fourth great wave of migration to U.S. cities, the vulnerability of trade unionism at the grassroots, the channeling of discontent through neighborhood mobilization, and the spread of neighborhood discontent from Snowbelt to Sunbelt cities. The case of Hispanic migration to Sunbelt cities is used to concretely connect these processes.

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1985

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

RÉACTIONS LOCALES À LA CRISE ÉCONOMIQUE
les villes américaines et la nouvelle division internationale du travail

Michael Peter Smith et Richard Tardanico

La crise économique

La fuite des capitaux, les investissements étrangers, la concurrence des sociétés multinationales et l'interdépendance mondiale des activités de production forment ce qu'on a appelé la « nouvelle division internationale du travail ». Aux États-Unis, l'internationalisation des rapports économiques a influencé la migration de la population de la périphérie vers le centre et a canalisé la migration interurbaine (Portes et Walton 1981). Dans le réseau international de production et d'échange en train d'émerger, les principales villes sont souvent décrites comme des « villes mondiales » (Friedmann et Wolff 1982; Sassen-Koob 1984). On a souvent prétendu que le développement de ces villes se fait selon les impératifs de l'accumulation du capital transnational et on a eu tendance à les considérer dans la perspective de la logique de ce système mondial. Dans ces villes (et aussi en d'autres localités affectées par la nouvelle division internationale du travail), la vie politique se caractérise par des conflits socio-spatiaux entre les stratégies de croissance des multinationales et les forces nationales, régionales et locales qui exigent une économie de base stable.

James O'Connor (1981) a défini en peu de mots la crise économique actuelle du capitalisme mondial : « une interruption dans l'accumulation du capital », résultat d'un changement des conditions environnementales. Pour faire face à cette crise économique, tout en continuant à reproduire les rapports sociaux capitalistes dans les sphères légale, culturelle et idéologique, la stratégie contrale du grand capital à l'intérieur des sociétés avancées a été la restructuration du capital. Selon O'Connor, la restructuration du capital peut empêcher, reporter ou déplacer la crise économique actuelle. Il ne considère pas la possibilité, que nous discuterons ici, que la restructuration du capital puisse aussi aggraver et prolonger la crise structurale de l'accumulation. L'hypothèse défendue dans cet essai veut que cela soit la restructuration elle-même du capital qui crée des conditions de déstabilisation profonde de la vie quotidienne dans les endroits les plus directement

affectés. Si tel est le cas, nous devons alors nous tourner vers le domaine de la politique locale, là où elle s'entrecroise avec l'économie mondiale en changement, pour saisir les conséquences réelles de la restructuration du capital.

Selon O'Connor, une crise *structurale* est une période historique du développement du capitalisme pendant laquelle « un modèle d'accumulation est substitué à un autre, c'est-à-dire où certaines structures se détériorent pendant que d'autres se construisent ». Une crise *sectorielle* se distingue d'une crise structurale en ce qu'elle est engendrée par des processus produisant un taux inégal de développement de secteurs économiques ou dans des régions géographiques caractérisées par des secteurs en développements inégaux (O'Connor 1981). L'appropriation de parts importantes de l'excédent économique par des secteurs « translocaux » du capital (l'industrie globale, la finance et les services d'affaires), aux dépens de secteurs locaux de l'économie, constitue un processus économique à la base de la crise sectorielle. Dans la période actuelle, ces capitaux locaux concentrent l'investissement dans certaines régions des sociétés capitalistes avancées et le déplacement vers des endroits périphériques pour combiner une technologie avancée à une main-d'œuvre à bon marché (Portes et Walton 1981; Frobel et al. 1980). Ce déplacement sectoriel sous-tend le déclin de régions industrielles plus anciennes dans les sociétés développées qui subissent alors rapidement le poids du désinvestissement. Vue sous cet angle, la crise sectorielle en cours est également une crise *spatiale* dans les endroits qui connaissent un sous-investissement, un désinvestissement ou une croissance excessivement rapide.

Ces trois formes de crises — structurale, sectorielle et spatiale — se sont combinées et groupées aux États-Unis dans les dix dernières années dans certaines villes et régions. La tentative des agents du capital translocal américain et des élites politiques de surmonter cette crise structurale a pris la forme de déplacements sectoriels et spatiaux dans les modes d'investissement, à la fois à l'intérieur des États-Unis et à l'échelle internationale. Les efforts actuels de restructuration du capital, face aux nouvelles conditions générales d'accumulation du profit, affrontent la crise structurale par la modernisation de la technologie et la réorganisation spatiale de la production. Le résultat principal sera l'évitement d'une crise structurale plus profonde au niveau international en provoquant une nouvelle ronde de crises sectorielles au niveau local. Aux États-Unis, les crises locales sont particulièrement ressenties dans le *Snowbelt*, formé des centres manufacturiers les plus anciens du Nord-Est et du Midwest. Les autres sociétés capitalistes développées, qui connaissent les mêmes conditions générales, ont connu aussi une série de crises sectorielles locales identiques (Urry 1981; Morgan 1982; Body-Gendrot 1984).

Les vieux centres manufacturiers ne sont pas seuls à connaître ces crises locales; la prospérité du *Sunbelt* a entraîné ses propres crises locales. Cette prospérité attire non seulement les gens de la région du *Snowbelt* en déclin

mais aussi des immigrants du Tiers-Monde qui fuient pour la plupart des situations économiques et politiques découlant également de la réorganisation globale du capitalisme (Portes et Walton 1981; Sassen-Koob 1983-84). Le boom démographique qui s'en est suivi a brutalement fait grimper les besoins en services résidentiels dans des villes plutôt avares sur ce point. Cette augmentation de la demande concourt avec d'autres aspects, dont nous allons parler, d'une croissance rapide, pour intensifier les pressions sur les budgets municipaux (Firestine 1977; Lupsha et Siembieda 1977; Fainstein et al. 1983). Dans ce contexte de détérioration de l'habitation et d'insuffisance des dépenses publiques, les villes du *Sunbelt* ont vu naître des mouvements de citoyens exigeant de meilleurs services municipaux et une réduction de la croissance économique (Abbot 1981; Fainstein et al. 1983). S'il est vrai qu'une population tranquille attire les investisseurs, ces mouvements peuvent mener à l'érosion de la prospérité du *Sunbelt*.

Les crises locales dans ces régions ont d'ailleurs pris une autre forme; elles connaissent une croissance dynamique des services des secteurs de pointe et de la haute technologie industrielle et du même mouvement, le déclin de leurs vieux ensembles industriels (Sassen-Koob 1984; Soja 1984). Le *Sunbelt* n'est donc pas exempt de ses propres crises sectorielles et spatiales. Par exemple, en Californie, 979 usines ont fermé leurs portes entre 1980 et 1982 et au-delà de 100 000 emplois ont été perdus de façon permanente dans le secteur industriel (*New York Times* 1982: 12). L'internationalisation du capital a porté la concurrence étrangère sur les marchés et les usines d'après-guerre sont devenues désuètes parce que les manufacturiers américains ont placé leurs capitaux dans l'unification et les fusions, la diversification, les biens immobiliers et les marchés financiers plutôt que d'investir dans la modernisation des usines locales.

Quelles ont été les réactions politiques locales à cette restructuration économique globale ? Les formes de résistance et de compromis à ces crises locales de désinvestissement ou de croissance excessivement rapide varient selon les pays et les endroits (voir par exemple Smith et Judd 1984; Sassen-Koob 1984). Là où la résistance populaire s'est organisée, sa forme, son développement et son efficacité découlent des voies d'expression du mécontentement; des caractéristiques des organisations politiques locales, naissantes ou déjà en place, et liant les individus, les ménages et les réseaux sociaux concernés; de la structure et de la culture politique locale; et des alignements politiques de classe à l'échelle locale et nationale des sociétés affectées.

Dans cet article, nous examinons les réactions des villes américaines à la restructuration de la division internationale du travail, en insistant sur les conséquences politiques de la croissance de l'économie informelle du pays sur les zones industrielles, sur la vulnérabilité du mouvement syndical et la nature changeante de la mobilisation politique dans les villes. Nous concluons en suggérant un cadre de travail pour situer ces processus locaux dans une perspective historique comparée.

⊡ Réactions locales à la crise

◇ Le secteur informel : conséquences politiques

Le concept d'« économie informelle » fait partie intégrante de l'analyse des réactions locales aux États-Unis à la restructuration de la division internationale du travail. Selon Portes (1983: 159), l'économie informelle est « la somme totale du revenu provenant des activités de production de chaque membre d'un ménage, excluant le revenu de contrats de travail et d'emplois réguliers et légaux ». Cette définition couvre un large champ d'activités et comprend la subsistance directe, la production et l'échange par le travailleur indépendant et l'emploi de salariés non protégés (Portes 1983: 159, 161; voir aussi Portes et Walton 1981; Mingione 1983). Les services personnels et la sous-traitance industrielle sont deux exemples de cette activité (Portes 1983; Sassen-Koob 1983). Portes note que ce phénomène n'a rien de nouveau, puisque l'économie informelle est un trait vital du capitalisme industriel classique. Ce qui est nouveau, soutient-il, c'est la recréation et la réorganisation du secteur informel dans le capitalisme avancé au moment où les entreprises tentent d'accroître leurs profits en cherchant à réduire les gains économiques et politiques faits par les syndicats pendant un siècle. C'est ainsi que l'expansion du secteur informel à l'intérieur du pays représente la contre partie locale à la relocalisation en cours de l'industrie nationale vers les régions sous-développées du monde. Dans les deux cas, le pool de travail est essentiellement le même : les masses du Tiers-Monde (Portes et Walton 1981; Sassen-Koob 1983).

La croissance de la production informelle a plusieurs conséquences politiques importantes. Elle réduit la capacité de l'État-providence de dispenser les services en affaiblissant son pouvoir de taxation « eu égard au volume réel de biens et de services produits » (Mingione 1983: 320). Le fardeau entier des dépenses publiques augmente donc pour le secteur formel, ce qui pousse les firmes ainsi concernées à essayer d'alléger une taxation trop lourde en rendant informelle une part de leurs activités, par la sous-traitance, par la fuite des capitaux ou toute autre méthode de même acabit. Cette expansion du secteur informel fait aussi pression sur les gouvernements tant locaux que national en rendant plus aiguës les crises fiscales.

Ces processus sont dépendants les uns des autres. En réduisant le revenu public et les emplois réguliers, ils intensifient, pour de plus en plus de travailleurs, le besoin d'entrer dans cette économie informelle. C'est une stratégie de survie dont ils ont besoin pour faire face à la diminution des revenus et des services de l'État et à la baisse de l'industrialisation. Cependant, comme le troc des ménages, l'échange du travail et le travail indépendant se substituent aux services publics et à l'achat des biens et services, on soustrait de plus en plus de temps de travail pouvant être rémunéré. Ironiquement, cette situation complique les possibilités d'exploitation du travail et d'accumulation du capital en réduisant l'ampleur du champ d'exploitation

des travailleurs en régime capitaliste. (Voir Mingione 1983: 323, pour une discussion des autres dimensions de la disponibilité réduite du temps de travail, résultat de l'informalisation grandissante).

Voyons ce qui se passe en Californie, à Silicon Valley. La restructuration de l'emploi a placé les cols bleus, particulièrement les immigrants et les femmes, dans une position structurellement désavantageuse. Katz et Kemnitzer (1983) ont identifié par ailleurs les multiples moyens par lesquels les individus et les ménages tirent avantage de cette situation contradictoire. Grâce à un temps libre plus important, ils satisfont au besoin et au coût des services ménagers, par exemple, par du travail industriel à domicile moins bien rémunéré. Ils augmentent le revenu acquis par les salaires versés dans les entreprises par la sous-traitance, de brefs emplois divers et le travail au noir. Ils agrémentent donc le revenu du travail salarié par celui de ces activités informelles. C'est ainsi que les individus et les ménages « font un choix qui leur permet de survivre et de s'affirmer en s'arrangeant pour que leur travail soit compatible avec leur situation et leur philosophie de la vie » (Katz et Kemnitzer 1983: 334).

Ces pratiques sont des armes à double tranchant, principalement lorsqu'il s'agit de la participation au secteur informel, car si elles permettent aux individus et aux ménages de survivre, il reste néanmoins qu'elles sapent la base fiscale des prestations sociales versées par l'État-providence. Cela réduit également la nécessité pour les employeurs capitalistes, dans le cours normal de l'économie, de verser des salaires directs et indirects suffisants pour reproduire la force de travail. En réalité, comme Wolpe le fait remarquer, « La condition la plus importante qui permet au capitalisme de payer les travailleurs au-dessous de leur valeur est la possibilité de les remplacer par le travail produit et reproduit en dehors du mode capitaliste de production » (Wolpe 1975: 247).

La prédominance grandissante des travailleurs informels a probablement des implications sur leur façon d'agir envers les institutions politiques. Le travail salarié dans le secteur formel implique un lien avec la vie politique par le biais des syndicats alors que le travail dans le secteur informel a probablement plus de chance d'être relié au système politique par les organisations communautaires. Plusieurs conditions sous-tendent ce lien des travailleurs informels à la vie politique dans les communautés résidentielles. D'abord, les travailleurs informels s'engagent souvent dans la production de menus articles et pièces à l'intérieur des quartiers où ils résident (Mingione 1983; Portes 1983). De plus, ils se groupent souvent en communautés d'immigrants où ils manquent de services, de commodités et d'accès aux institutions de la ville et de la société. En outre, beaucoup de travailleurs de ce secteur informel sont des femmes dont l'engagement traditionnel dans la vie sociale fait qu'elles sont spécialement concernées par la qualité de vie de leurs communautés résidentielles (voir Castells 1984). Les syndicats ont de leur côté fait bien peu d'efforts pour admettre dans leurs rangs ces tra-

vailleurs qui ne sont pas concentrés dans les grandes zones industrielles. On voit donc clairement que les communautés résidentielles sont devenues des bases pour les travailleurs du secteur informel.

◇ Les zones d'entreprise et la vulnérabilité du syndicalisme

Pour arrêter le déclin économique local et régional, des hommes politiques des régions du *Snowbelt* ont proposé, pour attirer les entreprises de production, l'établissement de « zones industrielles ». John Walton (1982) fait remarquer que le modèle adopté pour les zones industrielles dans les villes en déclin du centre des États-Unis est celui que pratique l'investissement du capital multilocal dans des zones d'exportation et de libre-échange comme Hong-Kong, Puerto Rico et la frontière mexicaine. On trouve en ces lieux, salaires bas, pauvreté largement répandue et conditions insalubres de travail en ateliers. Dans plusieurs cas, on favorise même la fuite des capitaux vers des points de production encore moins coûteux. La question qui se pose est alors de connaître les conditions de travail et de vie dans ces cités américaines en déclin, aptes à rendre compétitives sur le marché international les firmes installées dans leurs zones industrielles.

Ces projets ont été critiqués par Glickman (1981) et Goldsmith (1982). On les a même qualifiés de méthodes pour accélérer la prolifération d'ateliers insalubres pour nouveaux immigrants. Reproduire les conditions du Tiers-Monde au pays, c'est-à-dire ramener la périphérie au centre, est un spectre qui hante déjà les villes du centre des États-Unis car la nouvelle division internationale du travail favorise, dans le textile et l'assemblage électronique, l'emploi d'immigrants illégaux, une main-d'œuvre peu coûteuse et forcément politiquement tranquille. Pendant ce temps, la menace de nouvelles fuites de capitaux dans le secteur manufacturier primaire réduit le pouvoir de négociation des travailleurs à revenu moyen, garde les structures de salaires plus basses qu'elles ne devraient l'être et contribue à polariser les revenus dans les villes du centre. Ainsi, même sans législation pour ces zones industrielles, les conditions anticipées par les critiques se manifestent déjà (voir Sassen-Koob 1983, 1984; Portes et Walton 1981; Smith et Judd 1984).

Nous avons observé, et cela fait un contraste frappant avec l'afflux des professions technico-scientifiques, que la grande majorité des nouveaux emplois de services des villes américaines sont peu rémunérés. En réalité, à New York, « plus de 60% de ces salaires sont au-dessous du taux minimum requis pour une famille de 4 personnes, taux fixé par le Bureau du Travail, et 25% des travailleurs de services à plein temps gagnent moins que le seuil de pauvreté » (McGahey 1983: 23). Cette tendance sur le marché fluctuant des emplois se combine avec le fléchissement constant des emplois bien rémunérés dans le secteur manufacturier. Il n'est donc pas difficile de prédire la polarisation des revenus, l'accroissement de la pauvreté et la possibilité de tensions sociales accrues.

Que des conflits de classe émergent à l'intérieur du secteur secondaire est une forte possibilité car des groupes de travail comme les femmes et les minorités, déjà marginalisés, sont exposés à une concurrence plus grande de la part des travailleurs manufacturiers nouvellement déplacés. D'autres conflits peuvent aussi s'aggraver entre les travailleurs des secteurs primaire et secondaire où les nouveaux emplois de haute technologie et des services sont caractérisés par une extrême inégalité dans les salaires (Sassen-Koob 1984; Smith et Judd 1984; McGahey 1983; Nash 1983).

Syndiquer le nouveau personnel de bureau et des services en vue d'augmenter les salaires et le standard de vie de la classe moyenne est une stratégie qui a des limites. L'offre de travailleurs est excédentaire et en croissance à la fois par le déplacement des travailleurs industriels syndiqués et l'afflux des travailleurs migrants au moment où, précisément, la nouvelle technologie donne aux compagnies de haute technologie le choix de déménager outre-mer (Serrin 1983).

Atari par exemple a annoncé en 1983 son projet de muter, de la Californie vers l'Asie, 1 700 emplois d'assemblage d'ordinateurs et de jeux vidéo pour le marché mondial. Elle se rallie ainsi à d'autres sociétés comme Intel, Apple et Wang qui ont déjà commencé à installer des usines d'assemblage dans les pays d'Asie. Les salaires de 4$ par jour que l'on y verse sont un argument très fort qui accélère ce déplacement d'investissement vers le bassin du Pacifique et le Mexique. Ce déplacement atteint non seulement la restructuration du *Snowbelt* mais il est également le signe précurseur que le développement du *Sunbelt* est lui aussi vulnérable à la concurrence étrangère. Certes, on assemble encore des produits de haute technologie comme des ordinateurs aux États-Unis. Néanmoins, « comme les prix des ordinateurs personnels plus sophistiqués baissent et que la marge de profits diminue, ces manufacturiers peuvent aussi déménager outre-mer » (*New York Times* 1983: 21). Dans cette conjoncture, les firmes qui demeurent aux États-Unis commencent à ressembler à ces nouveaux ateliers qui se sont répandus dans plusieurs centres urbains dans l'industrie du textile, autre industrie à haute compétitivité sur le plan international. Le déclin de marchés stables, intensifié par la concurrence internationale dans ce secteur, a par exemple recréé les conditions de surexploitation décrites par des réformateurs du début du 20e siècle comme Jacob Riis et Lewis Hine. Des nouveaux ateliers insalubres s'installent dans les enclaves de nouveaux immigrants pour rendre ces firmes plus compétitives sur le marché international. Des milliers de petites fabriques de vêtements se sont établies dans plusieurs grands centres urbains au cours des dix dernières années. Chicago, Boston, New York, Los Angeles et d'autres villes de la région du *Sunbelt*, où la population hispanique est nombreuse, ont des centaines d'ateliers de ce type. Il y en a au-delà de 3 000 à New York (Malone 1983: 28; voir aussi Portes 1983). C'est en violant les lois du travail et du salaire minimum, comme les règlements sur la santé et la sécurité, que les propriétaires de ces ateliers survivent en surexploitant une population active

très vulnérable. Ces nouveaux immigrants illégaux n'ont aucun recours politique, car ils n'ont même pas droit à la citoyenneté comme ressource politique.

La prolifération de ce genre d'ateliers est une réaction locale à la crise économique, elle est liée à deux dimensions clés de la nouvelle division internationale du travail. Premièrement, certains secteurs manufacturiers comme le textile s'internationalisent et les manufacturiers de vêtements qui produisent à l'étranger comptent sur la main-d'œuvre peu coûteuse du Tiers-Monde pour conquérir une plus grande part du marché américain. Des estimés sérieux indiquent qu'en 1983, presque la moitié des vêtements féminins étaient fabriqués à l'étranger. Devant cette concurrence internationale qui s'intensifie, les manufacturiers américains, opérant déjà dans l'environnement compétitif de milliers de petites firmes à capital fixe très faible, sont forcés quand c'est possible de diminuer les coûts d'opération en tirant avantage d'ateliers insalubres. Deuxièmement, l'augmentation dramatique de l'immigration illégale aux États-Unis favorise de plus en plus la surexploitation en fournissant une réserve sans limite de main-d'œuvre peu coûteuse.

Dans une série d'articles récents, Serrin (1983) a révélé à quel point les conditions de travail exploitent les travailleurs du vêtement à New York. Il décrit ces conditions comme « étouffantes, tristes, insalubres et insécuritaires », avec salaire réduit et virtuelle absence d'indemnités.

> Dans nombre de cas, on ne respecte pas le salaire minimum de 3,35$ l'heure. Les employeurs, particulièrement dans les ateliers non syndiqués, paient peu d'indemnités, et souvent pas d'heures supplémentaires. Les chèques de vacances sont en retard ou ne sont pas versés aux travailleurs. Les ateliers peuvent être syndiqués ou non. L'étiquette syndicale, qui signifie généralement que les vêtements ont été faits dans des ateliers qui jouissent de meilleures conditions de travail, ne garantit pas que le salaire contractuel ou gouvernemental, les horaires et les normes liées au lieu de travail, y sont respectés. Les travailleurs peuvent gagner jusqu'à 5$ l'heure, particulièrement dans les ateliers syndiqués, mais les salaires peuvent diminuer jusqu'à 1$ l'heure ou atteindre à un autre moment 9$ l'heure, à cause d'un système compliqué de rémunération à la pièce qui a presque toujours existé dans cette industrie. Le syndicat et l'industrie trouvent ce système efficace. Il y a donc peu d'efforts pour le changer, bien que certaines critiques et certains travailleurs le qualifient de travail d'esclaves et de carcan esclavagiste.

Loin de transformer la politique de production, les syndicats américains affaiblis par la nouvelle division internationale du travail sont, en réalité, de connivence pour conserver certains des traits les plus exploiteurs des « nouveaux » rapports de production. Il faut, de plus, se rendre compte que ces mauvaises conditions de travail et la vulnérabilité des syndicats ne se limitent pas aux secteurs les plus compétitifs. Dans des secteurs industriels moins compétitifs, les manufacturiers, qui acceptent les syndicats dans leur atelier, donnent, par contre, des contrats à de petits ateliers d'assemblage qui emploient des travailleurs non syndiqués. Cette pratique permet aux grandes sociétés de tirer avantage des salaires les plus bas, d'une réglementation

limitée et d'une population active dépendante. La réaction des syndicats est donc défensive et inefficace (Portes et Walton 1981). Au vu de la vulnérabilité des syndicats, on peut se demander par quelle autre voie s'exprimeront les griefs locaux découlant de la nouvelle division internationale du travail ?

◇ Mobilisation politique de l'État local

À la grande époque de l'immigration aux États-Unis, les groupes ethniques blancs venus d'Europe et les migrants noirs venus du Sud rural causèrent des problèmes de contrôle local aux élites politiques. La mobilisation politique de ces classes populaires sur les questions d'emploi, de service public et de qualité de vie communautaire ont amené le développement de rapports politiques, d'abord entre les ethnies blanches et les organisations politiques urbaines et, plus tard, entre les Noirs et les services bureaucratiques publics. L'objectif de ces rapports était de reconnaître l'opposition et d'accorder la légitimité au système politique.

La migration de la dernière décennie vers les villes américaines a créé des problèmes différents aux élites politiques locales. Travailleurs illégaux de l'Amérique et de l'Asie, les nouveaux migrants ne sont liés directement ni à l'économie « normale », ni au système politique. Ils font, pour la plupart, partie de l'« économie informelle » et ne possèdent pas les droits du citoyen. Ils sont donc sujets à la déportation et ne peuvent s'engager directement dans les activités politiques.

Néanmoins, ils sont là en très grand nombre et les autorités locales doivent composer avec les problèmes que suscite leur présence. Ils contribuent de plus à la croissance de l'économie informelle, réduisant de ce fait le pouvoir de taxation des autorités locales, ce qui diminue les services publics découlant du partage de ces revenus de taxation. Les crises fiscales des villes sont dès lors plus aiguës. Dans un tel contexte, l'accord entre les autorités locales et les électeurs est menacé par l'érosion de la base fiscale qui cimente leurs relations.

Il découle de tout cela que le nombre grandissant de migrants illégaux peut finalement provoquer des mécontentements politiques parmi les autres groupes sociaux. La rivalité entre ces migrants et les autres travailleurs à faible revenu pour obtenir ces emplois « marginaux » peut devenir un facteur de discorde. Elle aurait déjà, semble-t-il, causé la révolte de 1980 dans le ghetto noir de Miami. Ainsi, ce qui semble être un problème mineur pour les autorités locales peut s'avérer sérieux car nous sommes en présence d'une source potentielle considérable de mobilisation des masses et d'instabilité politique.

La structure de classe des villes américaines est le reflet des crises sectorielles et spatiales des économies nationales et mondiale. Dans le *Snowbelt*, les travailleurs industriels syndiqués ont perdu leur force politique d'antan alors que dans le *Sunbelt* les structures se polarisent entre la « nouvelle classe » des professionnels technico-scientifiques et la masse non syndiquée des travailleurs à faible revenu (Friedland 1983). Dans le *Snowbelt* la « coalition pour la croissance » entre le milieu des affaires et les leaders gouvernementaux s'est liée à certains syndicats mais elle se bute cependant à l'influence politique institutionnalisée des organisations de citoyens (Mollenkopf 1983). Dans le *Sunbelt*, où une part grandissante de la population active est privée des droits fondamentaux des citoyens, les investisseurs et les autorités gouvernementales semblent à première vue subir des pressions beaucoup plus faibles de la base (Mollenkopf 1983; Davis 1984; Sassen-Koob 1984).

En plus des droits politiques qui leur font défaut, d'autres aspects des structures sociales, culturelles et politiques ont été reconnus comme des barrières à la mobilisation politique des nouveaux immigrants : la grande pauvreté et le bas niveau d'instruction des immigrants mexicains qui perpétuent la désaffection politique de leur histoire passée, ce qui inhibe toute velléité de participation (Bloomberg et Martinez-Sandoval 1982); la mentalité particulière des Sudistes et des nouveaux migrants blancs du Sud qui préfèrent des services de base comme le service d'incendie et la protection de la police mais qui s'opposent aux dépenses publiques pour les services sociaux et humains (Lupsha et Siembieda 1977); l'ampleur et les formes de « migration de retour », sorte de stratégie de survivance pour les migrants hispaniques, ce qui peut retarder la création des voies nécessaires à l'influence de la politique locale pour les villes du *Sunbelt*, comme cela s'est passé pour les migrants italiens au début du 20e siècle (Erie 1984); la prédominance des institutions politiques locales « réformées » comme les élections libres et non partisanes, ce qui gêne la mobilisation politique des organisations de quartiers; le manque de mécanismes traditionnels que sont le patronage urbain et la politique sociale de la bureaucratie qui ont intégré les migrants précédents au système politique (Erie 1984); et finalement, les fonctions plus limitées assumées par les gouvernements des villes du *Sunbelt* qui limitent les emplois du secteur public conçus comme des cibles de mobilisation politique et un mécanisme d'intégration politique (Erie 1984; Lupsha et Siembieda 1977).

En dépit de ces conditions structurelles défavorables, la mobilisation des quartiers comme base est devenue une force instrumentale dans la politique de cette région. Le style de politique qui se manifeste dans ces villes comprend la montée des associations de quartiers comme groupes de pression; la concentration spatiale que les jeunes professionnels urbains et les groupes raciaux et ethniques utilisent comme ressource politique; la création de plus petits conseils de districts pour refléter et exprimer les intérêts qui émergent; et la prolifération d'organismes communautaires

comme mécanismes de rapport entre les individus, les ménages et l'appareil gouvernemental local (Abbot 1981).

La défection des jeunes professionnels urbains de la coalition en faveur de la croissance, coalition qui avait créé leurs emplois, est causée dans une large mesure par l'augmentation des coûts sociaux provoqués par une croissance déréglée. L'amélioration de la qualité de la vie est le cri de ralliement des nouveaux mouvements de quartiers dans les villes du *Sunbelt*. La classe moyenne de ces mouvements s'est opposée à l'expansion des autoroutes et à l'empiétement commercial dans les quartiers résidentiels, ce qui a soulevé la question de la responsabilité du paiement des coûts environnementaux de cette croissance publiquement subventionnée. Selon Abbot, dans son étude de majeure importance sur ce nouveau mouvement : « Ils soutiennent les efforts de conservation et de restauration de vieux logements et de vieux quartiers et de ralentissement du mouvement rapide de la population et s'occupent de promouvoir la stabilité de l'intégration raciale » (1981: 213).

Que peut-on dire des Noirs et des Hispaniques dans ces nouveaux mouvements de quartier ? Dans plusieurs villes du *Sunbelt*, comme dans d'autres villes plus anciennes d'autres régions, il y a déplacement des alliances politiques. Les groupes raciaux et ethniques s'éloignent des groupes blancs orientés vers la croissance pour se rapprocher de ceux qui sont orientés sur le quartier (Abbot 1981: 214). Ils refusent l'ancien principe qui consistait à négocier les emplois des villes, les faveurs et les augmentations marginales des logements publics avec les forces qui favorisent la croissance. Les dirigeants des quartiers noirs et hispaniques ont découvert que l'on doit, pour restructurer les formes électorales locales, subdiviser les villes politiquement et utiliser les fonds communautaires pour améliorer les conditions de vie dans les ghettos et les « barrios », comme cela a été fait dans les quartiers urbains des « élites ».

Un des résultats de ce changement politique a été d'adopter le vote par quartiers à Atlanta, San Antonio, San Francisco, Richmond, Forth Worth et Albuquerque. Des maires hispaniques ont alors été élus à Denver et à San Antonio. Une femme opposée à la croissance est maintenant à la tête du gouvernement local à Houston. Des maires noirs ont été élus à la Nouvelle-Orléans, Los Angeles et Atlanta et ont maintenu un équilibre délicat entre les forces en faveur de la croissance et celles qui sont pour la « croissance gérée » (voir Smith et Keller 1983).

Les Hispaniques, en particulier, deviendront probablement un élément puissant de la politique dans le *Sunbelt*. Dans quelques villes de cette région — San Antonio, El Paso et Los Angeles — ils atteindront bientôt 50% de la population. Beaucoup d'entre eux ne sont cependant pas citoyens américains mais « les fils et filles nés aux États-Unis d'étrangers non naturalisés sont citoyens et ils auront finalement le droit de vote » (Erie 1984: 36). La plupart de ces étrangers non naturalisés sont Mexicains et puisque la

moyenne d'âge des Mexicains-Américains est de 18 ans — elle est de 30 pour les Anglo-Américains — ils deviendront sans doute une force électorale décisive. Ceci se confirme dans les villes principales de la Californie et du Texas, où vivent 85% des Mexicains-Américains non naturalisés. Leur influence électorale grandissante dans ces deux États est d'une très grande importance à l'échelle nationale puisque la Californie et le Texas détiennent presque le quart des voix du collège électoral présidentiel (Erie 1984: 36).

Il reste vrai, néanmoins, que le rapport entre cette tendance démographique et la mobilisation politique et son influence ne s'est pas encore concrétisé dans des schèmes prévisibles. Quoique la concentration des Mexicains-Américains dans des quartiers bien spécifiques ait été un atout politique dans certaines villes du *Sunbelt*, cette ségrégation résidentielle peut aussi permettre aux autorités locales de structurer les avantages de façon à amplifier l'isolement politique des Mexicains-Américains. Cette possibilité peut les empêcher d'agrandir le champ de leurs alliances politiques de la même façon que le programme anti-pauvreté des années 60 a isolé les Noirs politiquement (voir Cloward et Piven 1974).

Conclusion

Nous avons soutenu que trois formes de crises — structurale, sectorielle et spatiale — sont aux États-Unis agencées et centrées dans certaines régions et villes particulières. Ces formes de crise et les réactions locales qu'elles ont suscitées, sont étroitement liées à la transformation actuelle de la division internationale du travail. La réorganisation et la croissance de l'économie informelle sont essentielles à la fois à la nouvelle division internationale du travail et à ses implications politico-économiques aux États-Unis. Les manufacturiers américains qui relocalisent leurs usines dans des pays sous-développés puisent dans un vaste réservoir de main-d'œuvre pas chère dont le coût de reproduction est subventionné par de larges réseaux de l'activité économique informelle. Cependant, les manufacturiers américains n'ont pas toujours besoin de se relocaliser à l'étranger pour tirer avantage des bas salaires; le pays offre une diversité de salaires et les manufacturiers en profitent. Ils versent aux travailleurs locaux des bas salaires assurés par l'afflux des migrants du Tiers-Monde et l'expansion locale de l'économie informelle. Cette expansion est un élément vital des réactions du capital et du travail aux États-Unis face à la crise économique. De plus, la création de zones industrielles et autres projets similaires des hommes politiques du *Snowbelt* pour enrayer la sortie des capitaux, encourageraient la croissance continue du secteur informel local. Les conséquences politiques de cette croissance ne doivent toutefois pas être négligées.

Une de ces conséquences est la capacité réduite du gouvernement de taxer le volume réel des transactions économiques. Dans le cadre des causes les plus fondamentales des crises fiscales des villes — facteurs sous-tendant

à la fois la fuite des capitaux du *Snowbelt* et les taxes d'incitation à leur relocalisation dans le *Sunbelt* — cette réduction de la capacité de taxer rend plus difficile la distribution de services publics adéquats. L'insuffisance des services publics a, à son tour, des ramifications politiques profondes. La réorganisation de la production nationale et internationale ayant affaibli l'influence politique des syndicats, les mouvements de citoyens visant à l'amélioration des services se sont avérés des voies importantes pour faire pression sur les autorités gouvernementales. Dans le *Snowbelt*, les autorités ont réagi par des politiques de « redéveloppement ». Les projets pour l'établissement de zones industrielles en font partie. Dans le *Sunbelt*, la politique des autorités a été de régulariser et de modérer la croissance économique.

Dans ces deux régions, ces politiques sont l'indice d'un déplacement des équilibres politiques. Ainsi, la politique centrale du *Snowbelt* est de diminuer l'influence des syndicats tandis que dans le *Sunbelt* on augmente l'influence des « nouvelles classes » de travailleurs intellectuels et aussi des communautés noires et hispaniques. La montée politique des Noirs et des Hispaniques vaut la peine d'être notée puisque, à l'origine, leur tranquillité politique a aidé à attirer les investisseurs dans leur région. Il est alors tout à fait possible que leur mobilisation grandissante contribue à l'érosion de la tactique du « laisser-faire » du gouvernement qui est à la base des « avantages comparatifs » des villes de cette région. Un exemple de cette érosion est le passage d'élections générales à des élections de districts pour former les conseils de ville, disposition qui répond mieux aux intérêts des quartiers.

Il est ironique d'observer que le changement de la politique dans le *Sunbelt* est, au niveau le plus fondamental, la reprise de ce qui s'est passé historiquement dans le *Snowbelt* : les conditions sociales et politiques qui furent si importantes au début dans le modèle de développement économique se transforment par le processus du développement lui-même.

Cette expérience ne se limite évidemment pas à ces deux régions; elle est caractéristique du développement passé et présent du capitalisme à l'échelle internationale. Les traits précis de toute transformation régionale dépendent de la rencontre des structures sociales et des formes de luttes dans les régions avec les développements historiques du monde (voir Portes et Walton 1981). Trois questions comparatives historiques sont vitales pour comprendre ces transformations régionales. Comment les ententes et les conflits des institutions locales ont-ils interagi avec les développements politico-économiques pour affecter le flux du capital à l'intérieur des pays comme au-delà des frontières internationales ? Comment ces flux de capitaux influencent-ils les rapports de classe et les politiques des États non seulement localement, régionalement, nationalement mais aussi internationalement ? Quelles sont les conséquences des rapports de classe et des politiques des États à ces niveaux pour les stratégies de l'accumulation du capital qui ont suivi ?

Face à ces questions, notre analyse suggère que le sujet-clé à étudier est celui de l'interrelation passée et contemporaine de l'économie informelle avec l'économie formelle, la politique de l'État et les protestations populaires (voir Portes et Walton 1981; Castells 1984), plus particulièrement la dynamique par laquelle ces interrelations lient la vie des peuples dans le monde. C'est à l'intérieur de ce cadre de travail que nous pourrons mieux comprendre les réactions des villes des États-Unis à la crise économique.

(*Article inédit en anglais, traduit par Agathe Lebeau et revu par Claude Bariteau*).

BIBLIOGRAPHIE

ABBOT C.
1981 *The New Urban America : Growth and Politics in Sunbelt Cities.* Chapel Hill: University of North Carolina Press.

BLOOMBERG W. et R. Martinez-Sandoval
1982 « The Hispanic-American Urban Order : A Border Perspective »: 112-132, in Gary Gappert et Richard Knight (éds), *Cities in the 21st Century.* Beverly Hills: Sage.

BODY-GENDROT S.
1984 « Plant Closing in Socialist France », Paper presented at the Annual Meeting of the American Political Science Association, Washington, D.C. (August-September).

CASTELLS M.
1984 *The City and the Grassroots.* Berkeley: University of California Press.

CLOWARD R.A. et F.F. Piven
1974 *The Politics of Turmoil.* New York: Pantheon.

DAVIS M.
1984 « The Political Economy of Late Imperial America », *New Left Review,* 143: 6-38.

ERIE S.P.
1984 « Rainbow's End : From the Old to the New Urban Ethnic Politics », in J.W. Moore et L.A. Maldonado (éds), *Urban Ethnicity : A New Era.* Beverly Hills: Sage.

FAINSTEIN S. et al.
1983 *Restructuring the City : The Political Economy of Urban Redevelopment.* New York: Longman.

FIRESTINE R.
1977 « Economic Growth and Inequality, Demographic Change, and the Public Sector Response »: 191-210, in David C. Perry et Alfred J. Watkins (éds), *The Rise of the Sunbelt Cities.* Beverly Hills: Sage.

FRIEDMANN J. et G. Wolff
1982 « World City Formation », *International Journal of Urban and Regional Research,* 6, 2: 309-343.

FRIEDLAND R.
1983 *Crises, Power and the Central City*. London: Macmillan.

FROBEL F. et al.
1980 *The New International Division of Labor*. Cambridge: Cambridge University Press.

GLICKMAN N.J.
1981 « Emerging Urban Policies in a Slow Growth Economy : Conservative Initiatives and Progressive Responses in the United States », *International Journal of Urban and Regional Research*, 5, 4: 492-527.

GOLDSMITH W.
1982 « Enterprise Zones : If they Work, We're in Trouble », *International Journal of Urban and Regional Research*, 6, 3: 435-442.

KATZ N. et D.S. Kemnitzer
1983 « Fast Forward : The Internationalization of Silicon Valley »: 332-345, in June Nash et Maria Patricia Fernandez-Kelly (éds), *Men, Women, and the International Division of Labor*. Albany: University of New York Press.

LUPSHA P.A. et W.J. Siembieda
1977 « The Poverty of Public Services in the Land of Plenty : An Analysis and Interpretation »: 169-190, in D.C. Perry et A.J. Watkins (éds), *The Rise of the Sunbelt Cities*. Beverly Hills: Sage.

MALONE J.H.
1982 « The Questionable Promise of Enterprise Zones : Lessons from England and Italy », *Urban Affairs Quarterly*, 18, 1: 19-30.

McGAHEY R.
1983 « High Tech, Low Hopes », *New York Times*, (May 15): 23.

MINGIONE E.
1983 « Informalization, Restructuring, and the Survival Strategies of the Working Class », *International Journal of Urban and Regional Research*, 7, 3: 311-339.

MOLLENKOPF J.
1983 *The Contested City*. Princeton: Princeton University.

MORGAN K.
1982 « Restructuring Steel : The Crises of Labor and Locality in Britain », Working Paper 30, Urban and Regional Studies University of Sussex, U.K. (July).

NEW YORK TIMES
(October 27, 1982): 1, 12.
(March 19, 1983): 1, 21.

O'CONNOR J.
1981 « The Meaning of Crises », *International Journal of Urban and Regional Research*, 5, 3: 301-329.

PORTES A.
1983 « The Informal Sector : Definition, Controversy, and Relation to National Development », *Review*, VII, 1: 151-174.

PORTES A. et J. Walton
1981 *Labor, Class, and the International System*. New York: Academic Press.

SASSEN-KOOB S.
1983 « Recomposition and Peripheralization at the Core », in Marlene Dixon et Susanne Jonas (éds), *From Immigrant Labor to Transnational Working Class*. San Francisco: Synthesis Publications.
1984 « The New Labor Demand in Global Cities »: 139-171, in Michael Peter Smith (éd.), *Cities in Transformation : Class, Capital, and the State*. Beverly Hills: Sage.

SERRIN W.
1983 « The New Sweatshop », *New York Times* (October 12-13): 1, 16.

SMITH M.P. et M. Keller
1983 « Managed Growth and the Politics of Uneven Development in New Orleans » : 126-166, in Susan S. Fainstein et al., *Restructuring the City : The Political Economy of Urban Redevelopment*. New York: Longman.

SMITH M.P. et D.R. Judd
1984 « American Cities : The Production of Ideology »: 173-196, in Michael Peter Smith (éd.), *Cities in Transformation : Class, Capital, and the State*. Beverly Hills: Sage.

SOJA E.
1984 « L.A.'s the Place : Economic Restructuring and the Internationalization of the Los Angeles Region ». Presented at the Annual Meeting of the American Sociological Association, August.

URRY J.
1981 « Localities, Regions, and Social Class », *International Journal of Urban and Regional Research*, 5, 4: 455-474.

WALTON J.
1982 « Cities, and Jobs and Politics », *Urban Affairs Quarterly*, 18, 1: 5-17.

WOLPE H.
1975 *Urban Politics in Nigeria*. Berkeley: University of California Press.

RÉSUMÉ / SUMMARY

Réactions locales à la crise économique : les villes américaines et la nouvelle division internationale du travail

L'article examine quelques rapports importants entre la réorganisation spatiale de la production, qui résulte de la crise économique mondiale, et un certain nombre de processus politiques, économiques et sociaux actuellement en vigueur dans les villes des États-Unis. Ceux-ci incluent la croissance d'une économie parallèle, la réapparition d'ateliers insalubres, une quatrième grande vague de migration vers les villes américaines, la vulnérabilité du mouvement syndical, l'expression de revendications locales dans les quartiers urbains, et la propagation de ces revendications des villes du *Snowbelt* à celles

du *Sunbelt*. La migration des hispanophones vers les villes du *Sunbelt* sert d'exemple précis pour illustrer les liens entre ces processus.

Local Responses to Economic Crisis : U.S. Cities and the New International Division of Labor

The article explores some major connections between the spatial reorganization of production engendered by the global economic crisis and several ongoing political, economic, and social processes in U.S. cities. The latter include the growth of the informal economy, the rise of new sweatshops, the fourth great wave of migration to U.S. cities, the vulnerability of trade unionism at the grassroots, the channeling of discontent through neighborhood mobilization, and the spread of neighborhood discontent from *Snowbelt* to *Sunbelt* cities. The case of Hispanic migration to *Sunbelt* cities is used to concretely connect these processes.

Michael Peter Smith
Department of Political Science
Social Science Building
Tulane University
New Orleans
Louisiana 70118
U.S.A.

Richard Tardanico
Department of Sociology
Social Science Building
Tulane University
New Orleans
Louisiana 70118
U.S.A.